



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.603/2
du 15 juillet 2013

advies 53.603/2
van 15 juli 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant divers arrêtés
royaux en vue de la
transposition partielle de la
directive 2010/78/UE du
24 novembre 2010 en ce qui
concerne les compétences des
autorités européennes de
surveillance (Autorité bancaire
européenne, Autorité
européenne des assurances et
des pensions professionnelles
et Autorité européenne des
marchés financiers)'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
diverse koninklijke besluiten
ter gedeeltelijke omzetting van
Richtlijn 2010/78/EU van
24 november 2010 wat betreft
de bevoegdheden van de
Europese toezichhoudende
autoriteiten (Europese
Bankautoriteit, Europese
Autoriteit voor verzekeringen
en bedrijfspensioenen en de
Europese Autoriteit voor
effecten en markten)'

Le 21 juin 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant divers arrêtés royaux en vue de la transposition partielle de la directive 2010/78/UE du 24 novembre 2010 en ce qui concerne les compétences des autorités européennes de surveillance (Autorité bancaire européenne, Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles et Autorité européenne des marchés financiers)'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 juillet 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 juillet 2013.

*

Op 21 juni 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse koninklijke besluiten ter gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2010/78/EU van 24 november 2010 wat betreft de bevoegdheden van de Europese toezichthoudende autoriteiten 'Europese Bankautoriteit, Europese Autoriteit voor verzekeringen en bedrijfspensioenen en de Europese Autoriteit voor effecten en markten')'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 juli 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 juli 2013.

*

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À la fin des deux premiers alinéas, il y a lieu de mentionner plus particulièrement les subdivisions d'articles qui constituent les fondements juridiques précis du projet, ainsi que les modifications encore en vigueur précédemment apportées à ces subdivisions pertinentes¹.

2. Il convient de procéder de même pour les dispositions légales qui constituent également des fondements juridiques de l'arrêté en projet sans toutefois être mentionnées dans le préambule du projet examiné.

Partant, celui-ci doit être complété par de nouveaux alinéas 1^{er}, 4 et 5, visant respectivement les subdivisions pertinentes :

1^o de l'article 91*octies decies* de la loi du 9 juillet 1975 'relative au contrôle des entreprises d'assurances' ;

2^o des articles 83, 89, 93 et 98 de la loi du 16 février 2009 'relative à la réassurance' ;

3^o de l'article 241 de la loi du 3 août 2012 'relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement'.

3. L'article 91*octies decies*, § 6, de la loi du 9 juillet 1975 précitée, inséré par l'arrêté royal du 3 mars 2011, prévoit que « [l]e Roi prend les arrêtés visés dans le présent article sur avis de la Banque ».

C'est aussi ce que prévoient les articles 83, § 4, 89, § 2, et 98, § 6, de la loi du 16 février 2009 précitée, de même que les articles 49 et 49*bis* de la loi du 22 mars 1993 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit'.

En vertu de l'article 110 de la loi du 6 avril 1995 'relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement', « [l]e Roi règle, sur avis de l'autorité de contrôle, le statut et le contrôle des succursales et des activités de prestation de services en Belgique des entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre État membre de la Communauté européenne ».

Ni la demande d'avis, ni les documents qui y sont joints, ni le préambule du projet ne font état de l'accomplissement de ces formalités préalables. Si ce n'est chose faite, il y a donc encore lieu de recueillir ces avis et d'en faire mention dans le préambule de l'arrêté en projet.

4. L'arrêté en projet ne tend pas à l'exécution des règlements n^{os} 1092/2010, 1093/2010, 1094/2010 et 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 visés aux alinéas 6 à 9, mais à la transposition partielle de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 'modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE,

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 23 et 27.

2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers)'.

Les alinéas 6 à 9 précités pourraient cependant figurer dans un considérant.

5. Le projet ne doit pas faire l'objet d'une délibération en Conseil des ministres. Aussi l'article 2, 9^o, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' dispense-t-il le projet de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de cette loi du 5 mai 1997, sans qu'il soit pour autant nécessaire de viser cette dispense dans son préambule, dont l'alinéa 10 sera en conséquence omis.

DISPOSITIF

Article 5

Les mots que l'article 5, 3^o, tend à remplacer sont, dans le texte français, « l'article 167 de cette loi », et non « l'article 167 de la même loi ».

Article 7

Le paragraphe 2 de l'article 7 de l'arrêté royal du 12 août 1994 'relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif' ne comporte qu'un seul alinéa : les mots « alinéa 2, » doivent donc être omis au début de l'article 7 du projet.

Article 11

Il y a lieu de préciser que le point b) du 2^o ne tend à la modification que du texte néerlandais de la troisième phrase de l'article 9^{ter}, § 1^{er}/1, alinéa 3, de l'arrêté royal du 12 août 1994.

Article 13

L'article 2 de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 'relatif aux entreprises d'investissement étrangères' a été remplacé, et non « modifié en dernier lieu », par l'article 8 de l'arrêté royal du 4 octobre 2011.

Article 15

C'est dans cet article qu'il convient de mentionner que l'arrêté royal du 21 novembre 2005 'organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises de réassurance, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit' a été modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 septembre 2009.

Cette mention ne peut par conséquent être maintenue que dans la phrase liminaire de l'article 18.

Article 16

La fin du texte en projet au 5^o serait plus clairement rédigée comme suit : « [...], selon que l'entreprise réglementée est, respectivement, soit un établissement de crédit, une entreprise d'assurances, une entreprise de réassurance ou une société de bourse, soit une société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement ou une société de gestion d'organismes de placement collectif ».

Article 22

La fin du texte français du 1^o doit être rédigée comme suit : « [...] sont respectivement insérés après les mots 'autorités compétentes étrangères' et 'autorités compétentes' ».

Article 23

Conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires,

« Les arrêtés royaux [...] sont obligatoires dans tout le royaume, le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai ».

Aussi, avant de prévoir, tel l'article 23 du projet, qu'un arrêté royal entre en vigueur immédiatement, le jour de sa publication au *Moniteur belge*, faut-il s'assurer qu'il existe des raisons impérieuses de déroger au délai légal minimal normalement accordé à ses destinataires pour en prendre connaissance et s'y conformer².

² *Ibid.*, recommandation n° 151, point a).

Sauf s'il existe une telle raison justifiant la suppression du délai que le législateur juge ainsi normalement nécessaire, l'article 23 doit être omis.

*

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In de eerste twee leden, *in fine*, dient meer in het bijzonder melding te worden gemaakt van de onderverdelingen van artikelen die de precieze rechtsgronden opleveren voor het ontwerp, en van de nog van kracht zijnde wijzigingen die voorheen in die relevante onderverdelingen zijn aangebracht.¹

2. Er dient op dezelfde wijze te werk te worden gegaan voor de wetsbepalingen die eveneens een rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit, maar niet in de aanhef van het voorliggende ontwerp worden vermeld.

Bijgevolg dient het voorliggende ontwerp te worden aangevuld met een nieuw eerste, vierde en vijfde lid, waarin respectievelijk verwezen wordt naar de relevante onderverdelingen van:

1^o artikel 91*octies decies* van de wet van 9 juli 1975 ‘betreffende de controle der verzekeringsondernemingen’;

2^o de artikelen 83, 89, 93 en 98 van de wet van 16 februari 2009 ‘op het herverzekeringsbedrijf’;

3^o artikel 241 van de wet van 3 augustus 2012 ‘betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles’.

3. Artikel 91*octies decies*, § 6, van de voornoemde wet van 9 juli 1975, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, luidt als volgt: “De Koning treft de in dit artikel bedoelde besluiten op advies van de Bank.”

Een soortgelijke bepaling is vervat in de artikelen 83, § 4, 89, § 2, en 98, § 6, van de voornoemde wet van 16 februari 2009, en in de artikelen 49 en 49*bis* van de wet van 22 maart 1993 ‘op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen’.

Krachtens artikel 110 van de wet van 6 april 1995 ‘inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen’ “regelt [de Koning] na advies van de toezichthoudende overheid het statuut van en het toezicht op de bijkantoren en de dienstverrichtingen in België van beleggingsondernemingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren”.

Noch in de adviesaanvraag, noch in de erbij gevoegde stukken, noch in de aanhef van het ontwerp wordt aangegeven dat deze voorafgaande vormvereisten zijn vervuld. Indien zulks nog niet is geschied, dienen die adviezen dus nog te worden ingewonnen en dient ernaar te worden verwezen in de aanhef van het ontwerpbesluit.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbevelingen 23 en 27.

4. Het ontworpen besluit strekt niet tot de uitvoering van de verordeningen nummers 1092/2010, 1093/2010, 1094/2010 en 1095/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 waarnaar verwezen wordt in het zesde tot het negende lid, maar tot de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2010/78/EU van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 ‘tot wijziging van de Richtlijnen 98/26/EG, 2002/87/EG, 2003/6/EG, 2003/41/EG, 2003/71/EG, 2004/39/EG, 2004/109/EG, 2005/60/EG, 2006/48/EG, 2006/49/EG en 2009/65/EG wat de bevoegdheden van de Europese toezichthoudende autoriteit (Europese Bankautoriteit), de Europese toezichthoudende autoriteit (Europese Autoriteit voor verzekeringen en bedrijfspensioenen) en de Europese toezichthoudende autoriteit (Europese Autoriteit voor effecten en markten) betreft’.

De zesde tot de negende aanhefverwijzing zouden in de vorm van een overweging kunnen worden opgenomen.

5. Over het ontwerp hoeft geen overleg te worden gepleegd in de Ministerraad. Bijgevolg wordt het ontwerp overeenkomstig artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ vrijgesteld van het voorafgaand onderzoek omtrent de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren in de zin van artikel 19/1, § 1, eerste lid, van die wet van 5 mei 1997, terwijl het niet nodig is naar die vrijstelling te verwijzen in de aanhef, waarvan het tiende lid bijgevolg dient te vervallen.

DISPOSITIEF

Artikel 5

De woorden die bij artikel 5, 3°, vervangen worden, zijn, wat de Franse tekst betreft, “l’article 167 de cette loi” en niet “l’article 167 de la même loi”.

Artikel 7

Artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 ‘over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging’ bevat slechts één lid: vooraan in artikel 7 van het ontwerp dienen de woorden “tweede lid” dan ook te vervallen.

Artikel 11

Er behoort te worden aangegeven dat de bepaling onder 2^o, b), alleen strekt tot wijziging van de Nederlandse tekst van artikel 9^{ter}, § 1/1, derde lid, derde zin, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994.

Artikel 13

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 december 1995 ‘betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen’ is vervangen en niet “laatst gewijzigd” bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 4 oktober 2011.

Artikel 15

Het is in dit artikel dat vermeld dient te worden dat het koninklijk besluit van 21 november 2005 ‘over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, herverzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende het algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen’ laatstelijk gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 27 september 2009.

Die vermelding kan bijgevolg alleen behouden blijven in de inleidende zin van artikel 18.

Artikel 16

In de bepaling onder 5^o zou de ontworpen tekst, *in fine*, duidelijker zijn als die gesteld zou worden als volgt: “[...], al naargelang de gereguleerde onderneming respectievelijk hetzij een kredietinstelling, een verzekeringsonderneming, een herverzekeringsonderneming of een beursvennootschap is, hetzij een vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies of een beheervennootschap van instellingen voor collectieve belegging is”.

Artikel 22

De Franse tekst van de bepaling onder 1^o, *in fine*, dient te worden gesteld als volgt: “[...] sont respectivement insérés après les mots ‘autorités compétentes étrangères’ et ‘autorités compétentes’”.

Artikel 23

Artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ bepaalt het volgende:

“Koninklijke (...) besluiten zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen.”

Alvorens te bepalen, zoals in artikel 23 van het ontwerp het geval is, dat een koninklijk besluit onmiddellijk in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, moet men zich er bijgevolg van vergewissen dat er dwingende redenen bestaan om af te wijken van de wettelijke minimumtermijn die normaal geboden wordt aan de belanghebbenden om kennis ervan te nemen en zich ernaar te schikken.²

Tenzij een zodanige reden voorhanden is die wettigt dat wordt afgezien van de termijn die de wetgever aldus normalerwijs nodig acht, moet artikel 23 worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS

² *Ibid.*, aanbeveling 151, punt a).